



ÉVÉNEMENT

Le financement du sport, poids mouche pour le gouvernement

Malgré les belles paroles d'Emmanuel Macron, les crédits alloués au sport de haut niveau n'ont que très peu augmenté durant le quinquennat.

Le 15 novembre 2018, Emmanuel Macron prend la plume. Par écrit, le chef de l'Etat tente d'éteindre l'incendie allumé quelques jours plus tôt par près de 400 sportifs. Dans une lettre ouverte, les Teddy Riner, Renaud Lavillenie, Kevin Mayer, Martin Fourcade et autres, pour ne citer qu'eux, ont rué dans les brancards. «*La famille du sport français est en danger*», écrivent-ils, regrettant la réduction du budget alloué au sport dans le projet de loi de finances 2019. Des coupes «*contradictoires avec l'objectif des performances attendues*» et même «*désastreuses pour l'héritage qu'on laissera aux nouvelles générations*». Les mots sont durs. Mis en cause, Macron se doit de répliquer. Sa réponse tient en quelques mots: il parle d'un «*engagement sans précédent de l'Etat*» tout en prenant soin de préciser que c'est circonscrit au budget 2019 et que cela ne concerne que le sport de haut niveau.

Au-delà de cet échange d'amabilités, de quel côté se situe la réalité budgétaire et politique? Chez un président qui affirme se retrouver les manches pour le sport ou chez les athlètes qui en ont gros sur la patate? «*Sur les trois premières années du mandat d'Emmanuel Macron, on*

a observé une baisse significative du budget des sports», affirme Jean-Jacques Lozach, sénateur socialiste de la Creuse et rapporteur du budget des sports à la Chambre haute. «*Entre 2017 et 2019, 80 millions d'euros ont disparu pour le sport*», complète le député de la Loire Régis Juanico (Génération·s), qui parle de «*décisions catastrophiques*», notamment en vue des Jeux de Paris.

Tour de passe-passe. En 2018, premier budget de l'ère Macron, les crédits destinés aux sports «*pour le plus grand nombre*» ou le sport de haut niveau étaient de 347 millions. En 2019, ils chutent à 312 millions mais le gouvernement se félicite à l'époque d'une hausse... en agrégeant dans sa communication les 65 millions d'euros dédiés à la Solideo, la Société de livraison des équipements olympiques et paralympiques, établissement public, créé en 2017 dans la perspective des JO de 2024. D'où la colère et la mobilisation des sportifs à l'époque. Le budget 2020 est l'occasion d'un nouveau tour de passe-passe: hors Jeux olympiques, le budget sport affiche 428 millions. Sauf qu'une grande partie de cette augmentation résulte de l'intégration dans ces crédits des salaires des direc-

teurs techniques nationaux (DTN), jadis pris sur les crédits jeunesse. En 2021, les crédits pour le sport sont restés stables pendant que la Solideo s'arrogeait de son côté 100 millions d'euros.

Les craintes du secteur sportif n'ont donc rien d'infondé. «*Le bilan du gouvernement est très mitigé. Il y a un fossé évident entre les annonces du gouvernement et les actes. On est encore très loin de la satisfaction de l'ensemble des besoins*», cingle le sénateur Lozach. «*Ces cinq années auraient pu servir à préparer l'héritage sportif, éducatif et social des Jeux de 2024. Mais pour cela, il aurait fallu déployer des programmes qui auraient nécessité un changement d'échelle*», abonde Régis Juanico, qui fut rapporteur spécial pour le budget des sports pendant le quinquennat Hollande.

Pour lever des fonds, le gouvernement dispose d'un levier: les taxes. Il y en a trois, en partie affectées au financement du sport: le prélèvement sur les paris sportifs, celui sur les jeux de grattage de la Française des jeux et enfin la «*taxe Buffet*», sur les droits de retransmission et de diffusion des matchs. En 2021, 180 millions d'euros issus de ces taxes étaient affectés au financement du





sport. Pas suffisant pour le député Juanico : «*Sur les 111 millions d'euros que rapporte la taxe sur les paris sportifs, seulement 34 millions servent à financer le sport. Tout le reste va dans les caisses de l'Etat et est utilisé pour autre chose.*» La macronie pourrait très bien augmenter le plafond de ces taxes, d'ailleurs le député a déposé plusieurs amendements en ce sens à l'Assemblée. Tous rejetés.

Redresser la barre. La crise sanitaire n'a fait qu'aggraver une situation déjà compliquée pour beaucoup de petits clubs, qui ont perdu des licenciés à cause du Covid mais aussi des bénévoles. Et le coup d'arrêt porté aux emplois aidés au début du quinquennat a décimé l'encadrement associatif. Les Jeux de Paris approchant et les ambitions présidentielles s'affichant, la majorité a tenté de redresser la barre.

En présentant le dernier projet de loi de finances du quinquennat en septembre, le gouvernement a abondamment communiqué sur un budget global pour les sports avoisinant le milliard : 987 millions d'euros selon l'exécutif. Un «*budget historique*», en hausse de 22 %, dicit Roxana Maracineanu, la ministre des Sports. Mais lorsqu'on regarde le détail des crédits budgétaires, la réalité est bien plus nuancée. A trois ans des Jeux de Paris, l'enveloppe dédiée aux sportifs de haut niveau est de 282 millions d'euros, soit à peine 10 millions de plus que l'an dernier.

Le gros de la hausse budgétaire est absorbé par la pérennisation du Pass'sport d'Emmanuel Macron, qui coûte 100 millions d'euros. Dernière hausse pour 2022, l'argent prévu pour construire les infrastructures olympiques : on passe de 234 à 296 millions d'euros en un an. Ces hausses, c'est «*grâce aux Jeux*», insiste l'entourage de Roxana Maracineanu. «*C'est totalement assumé car c'est un outil de relance favorable qui permet d'investir dans de*

nombreux équipements.» Soit. Mais, selon les calculs du sénateur Jean-Jacques Lozach, les sports ne représentent toujours que 0,32 % du budget total, contre 0,24 % en 2017.

MARCEAU TABURET
et **LILIAN ALEMAGNA**

